

**DISSEMINATION DES RESULTATS DE L'ENQUETE
DIAGNOSTIQUE SUR LA CORRUPTION
ET LA GOUVERNANCE AU BENIN**

**RAPPORT DE L'ATELIER DE TRAVAIL
AVEC LES JOURNALISTES**

**Cotonou Les Résidences Céline
18 janvier 2008**

SOMMAIRE

	Pages
Liste des sigles et abréviations	3
INTRODUCTION	4
1. LES TRAVAUX PREPARATOIRES	5
1.1. Les séances préparatoires	5
1.2. L'identification des participants	5
1.3. Le programme de travail de l'atelier	6
2. DEROULEMENT DE L'ATELIER	7
2.1. Les présentations et communications	7
2.2. Les débats et discussions	10
2.3. Les travaux de groupes	13
3. ANALYSES ET RECOMMANDATIONS	14
3.1. L'examen du cadre juridique	14
3.2. L'étude du cadre institutionnel	15
3.3. La réflexion sur le renforcement des capacités	16
4. SYNTHESE/EVALUATION DE LA JOURNEE DE TRAVAIL	18
4.1. L'indice de satisfaction	18
4.2. Quelques recommandations	19
CONCLUSION	20
ANNEXES	21
▪ Annexe 1 : Termes de références de la journée de travail avec les journalistes	22
▪ Annexe 2 : liste des journalistes ayant participé à l'atelier de travail avec les médias	23
▪ Annexe 3 : Point sur les évaluations faites par les participants	25

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BAD	Banque Africaine de Développement
CERTI	Cabinet d'Études de Recherches et de Traitements Informatiques
CNPA	Conseil National du Patronat de la Presse et de l'Audiovisuel
ENACOG	Enquête nationale sur la corruption et la bonne gouvernance au Bénin
HAAC	Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication
IBM	Institut de la Banque Mondiale
ODEM	Observatoire de la Déontologie et de l'Ethique dans les Médias
OLC	Observatoire de la Lutte contre la Corruption
PNB	Produit National Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
REJEB	Réseau des Journalistes Economiques du Bénin
UPMB	Union des Professionnels des Médias du Bénin

INTRODUCTION

Le gouvernement béninois a initié une enquête sur la corruption et la bonne gouvernance au Bénin dans le cadre de son action de promotion de la bonne gouvernance au plan national. Il a bénéficié, pour ce faire, de l'appui technique et financier de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement (BAD). L'enquête sur la corruption et la bonne gouvernance au Bénin (ENACOG) a été conduite par le Cabinet d'Études de Recherches et de Traitements Informatiques (CERTI).

La diffusion des résultats de la dite enquête a démarré par un atelier participatif à Cotonou, et devra se poursuivre avec des ateliers au niveau régional. La dissémination continue des résultats de l'enquête diagnostique implique cependant une étroite collaboration avec les médias. Il faut en effet les faire connaître, et sensibiliser l'ensemble de la population béninoise sur les défis qu'imposent la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption dans le pays.

C'est au regard du rôle essentiel que doit jouer la presse que l'organisation d'une journée de travail a été retenue. En effet, les résultats de l'enquête sur la corruption et la bonne gouvernance au Bénin devaient être mis à la disposition des journalistes, mais il fallait également étudier avec eux, les voies et moyens de les diffuser de façon analytique et professionnelle (Cf. Annexe1).

L'atelier prévu pour une journée visait donc à :

- Sensibiliser les médias sur leur rôle en général dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption
- Préciser ce rôle dans le cadre de l'enquête gouvernance et corruption en donnant aux participants des instruments pour faciliter l'analyse et la présentation des résultats au niveau de leurs différents organes médias.
- Examiner les contraintes auxquelles font face les medias dans promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption
- Suivant une méthodologie participative appropriée, amener les participants en groupes à faire des recommandations concrètes de reformes concernant le secteur-media pour une meilleure stratégie gouvernance et anti-corruption.

La date du 18 janvier 2008 a été retenue pour la tenue de l'atelier. Les travaux, indispensables en de telles circonstances, ont eu lieu pour préparer la journée, réunissant les consultants chargés d'animer la journée de travail, les représentants de l'Institut de la Banque Mondiale (IBM) et la chargée de communication de la Banque Mondiale au Bénin. Diverses communications ont été présentées aux participants qui, après avoir mené des débats fructueux, se sont repartis dans des groupes de travail afin de mener des réflexions plus approfondies et aboutir à des recommandations.

1. LES TRAVAUX PREPARATOIRES

1.1. Les réunions préparatoires

Plusieurs réunions se sont tenues, soit par vidéoconférence, soit au siège de la Banque Mondiale à Cotonou pour permettre la réussite de la journée de travail avec les journalistes dans le cadre de la dissémination de l'ENACOG. Elles ont regroupées de façon régulière, tout ou partie des personnes principales impliquées dans l'organisation de l'atelier à savoir :

- Mmes Susana CARRILLO et Mariéta FALL de l'Institut de la Banque Mondiale
- Mme Sylvie NENONENE, chargée de communication de la Banque Mondiale au Bénin
- Mr Epiphane SOHOUEYOU, consultant et facilitateur principal de l'atelier
- Mr Georges AMLON, consultant et facilitateur de l'atelier.

Les diverses réunions préparatoires ont permis de :

- Confirmer les attentes des organisateurs quant à la journée de travail avec les journalistes.
- Echanger sur les objectifs attendus.
- Définir les attributions et les responsabilités dans la conduite de l'atelier de travail.
- Arrêter un agenda de la journée de travail.
- Identifier les journalistes participants à l'atelier.

1.2. L'identification des participants

Cinquante journalistes étant attendus à la journée de travail du 18 janvier 2008, il était nécessaire d'identifier la meilleure représentation possible de l'ensemble de la presse béninoise, de manière à ce que l'atelier atteigne les résultats escomptés.

A cet effet, quelques critères principaux ont été retenus :

- **Toutes les formes de publication** de la presse béninoise (presse écrite, radiodiffusion et télévision) devaient être représentées.
- Les médias du **secteur public** tout comme ceux du **secteur privé** devaient être représentés.
- Les **médias de différente nature** (commerciale, confessionnelle, communautaire, rurale, spécialisée) devaient être représentés.
- Les **médias de l'intérieur du pays** devaient être représentés, de façon tout au moins symbolique par quelques-uns d'entre eux, en attendant les travaux spécifiques qui leurs seront destinés.
- Une priorité devait être accordée aux **décideurs** au sein des rédactions et des organes de presse (Rédacteurs en Chef, Secrétaires de rédaction, Chefs Desks, Directeurs de Publication).
- Les **associations professionnelles** (UPMB, CNPA, ODEM et Maison des Médias) devaient être représentés, le **Réseau des Journalistes Economiques** du Bénin (REJEB) bénéficiant d'une invitation particulière.
- La **Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication** (HAAC), institution de régulation de l'activité des médias, devait être invitée.

Ces critères ont été largement respectés et l'objectif d'une participation de qualité a été atteint (Cf. Annexe 2)

1.3. Le programme de travail de l'atelier

Plusieurs fois amendé, l'agenda définitif de la journée de travail a été arrêté comme suit :

9 h 00 – 9 h 05	Accueil des participants (Mr Epiphane SOHOUENOU)
9 h 05 – 9 h 20	L'enquête gouvernance au Bénin. Contexte et objectifs (Mme Susana CARRILLO. IBM)
9 h 20- 9 h 40	Présentation des principaux résultats de l'enquête diagnostique. (Mr Nicaise KODJOGBE. CERTI)
9 h 40 - 10 h 10	Discussion/Q&A
10 h 10 – 10 h 25	Pause Café
10 h 30 – 10 h 50	Instruments d'analyse et d'exploitation des résultats de l'enquête diagnostique. (Mr Georges AMLON)
10 h 50 – 11 h 15	Le Rôle des Medias dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption. (Mr Georges AMLON)
11 h 15 – 11 h 45	Discussion/Q&A
11 h 45 -12 h 00	Constitution des groupes de travail (Mr Epiphane SOHOUENOU)
12 h 00 – 13h 00	Travaux de groupes : Le Rôle des Medias dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, contraintes, opportunités et recommandations : Aspects légal, institutionnel, et renforcements des capacités (Mr Epiphane SOHOUENOU)
13 h 00 – 13 h 45	Déjeuner
13 h 45 – 14 h 15	Travaux en groupes (suite et fin)
14 h 15 – 15 h 45	Présentation en plénière.
15 h 45 – 16 h 00	Evaluation et Clôture

Il est à noter que ce programme a connu, en cours d'application, quelques modifications mineures visant à s'adapter au mieux aux conditions de déroulement de l'atelier de travail.

2. LE DEROULEMENT DE L'ATELIER

Au total, à quelques défections près, tous les organes, associations, institutions et personnes invités étaient effectivement présents à la journée de travail. Sur les 48 participants, 40 ont effectivement suivi et activement participé aux travaux jusqu'à leur terme. En effet, certains, évoquant des raisons professionnelles, ont du quitter l'atelier en fin de matinée.

Le déroulement de l'atelier de travail avec les journalistes proprement dit, peut être synthétisé en trois points : les présentations et communications, les débats et discussions autour des communications, et les travaux en groupes.

2.1. Les présentations et communications

Quatre communications au total, ont été présentées :

2.1.1. Les enquêtes diagnostiques par pays, l'enquête gouvernance au Bénin : Contexte et objectifs. Par Mme Susana CARRILLO de l'IBM.

La présentation de Mme CARRILLO se résume en quelques points essentiels :

- Les définitions de la gouvernance : selon la Banque mondiale, selon la Fondation Mo Ibrahim (Afrique subsaharienne) et selon le PNUD. Ces définitions convergent.
- Les instruments de mesure de la bonne gouvernance : les six indicateurs (niveau macro) de gouvernance produit par la Banque Mondiale pour 213 pays depuis 10 ans sont les suivants :
 - Voix et Responsabilité
 - Stabilité politique/Absence de violence
 - Efficacité du gouvernement
 - Qualité des régulations
 - L'Etat de droit
 - Contrôle de la corruption
- Les impacts de la bonne gouvernance : les gains en développement, pour les pays, à partir de la bonne gouvernance (PNB plus élevé), et les coûts pour les pays, de la mauvaise gouvernance (la corruption pénalise les petites entreprises et les personnes les plus pauvres)
- Les Enquêtes par pays (spécifiques, adaptées au contexte et tenant compte des perceptions des personnes et de leur expérience de la corruption) et les bénéfices tirés des enquêtes diagnostiques approfondies (identification des vulnérabilités institutionnelles et révélation des mécanismes, impacts et coûts de la corruption).
- Les phases pratiques du projet d'enquête, au nombre de 6 :
 - Phase préparatoire: identifier et recruter l'équipe du projet et développer un programme de travail détaillé
 - Phase de promotion du partenariat : faciliter la coordination des différentes parties prenantes nationales participant au processus; créer un comité de suivi
 - Phase d'évaluation préliminaire: évaluer les faiblesses institutionnelles potentielles, développer et ajuster les outils diagnostiques et former le personnel chargé du travail sur le terrain.
 - Phase de travail sur le terrain: collecter les données à l'aide d'outils développés. Cette phase comprendra un plan d'échantillonnage, un travail sur le terrain ainsi qu'une codification des données et sera menée conjointement par des experts locaux et externes.

- Phase analytique et de préparation des actions: analyser les données collectées et développer un plan d'action spécifique visant à améliorer la gouvernance. L'analyse se réalise conjointement entre l'équipe de la Banque et l'équipe locale et aboutit avec la rédaction d'un rapport sur les résultats.
- Une phase de dissémination : développer une stratégie de communication et de dissémination pour partager les résultats de l'enquête avec la société civile, le gouvernement et les parties concernées au niveau national.

2.1.2 Présentation des principaux résultats de l'enquête diagnostique. Par Mr Nicaise KODJOGBE du CERTI

Les principaux résultats auxquels l'ENACOG est arrivé sont les suivants :

- Une forte majorité de la population affirme que la corruption existe et s'inquiète de son évolution récente,
- La procédure de dénonciation des cas de corruption est très peu connue,
- La majorité des personnes interrogées dans le cadre de cette enquête déclarent qu'elle est inefficace du fait qu'elle ne protège pas le dénonciateur,
- Cependant les dispositions pour la combattre se mettent en place lentement,
- Compte tenu de son faible niveau d'instruction et de l'urgence de ses problèmes de survie, la population du Bénin n'arrive pas toujours à faire directement le lien entre ses problèmes vitaux et la corruption. c'est pourquoi, dans la hiérarchie de ses préoccupations, la corruption n'arrive qu'au quatrième rang des problèmes jugés « Très sérieux ».
- ***Tous les services essentiels de l'administration ainsi que les services de base sont affectés*** par la mauvaise gouvernance et la corruption.
- Même le système éducatif et surtout le secteur de la santé sont touchés par ce phénomène.
- Les partis politiques ***sont indexés comme l'institution la plus corrompue***
- Les populations ne font plus confiance au système judiciaire.
- Dans le secteur privé, les entrepreneurs se plaignent également de la corruption parce qu'ils en subissent les conséquences notamment dans les demandes d'obtention de licences et permis et de contrat avec les institutions de l'état et à travers la pression fiscale.
- La grande majorité des fonctionnaires pense que la revalorisation des salaires devrait être la première réforme à entreprendre au niveau de la Fonction Publique,
- L'enquête a également révélé que la plupart des fonctionnaires interrogés n'avaient pas eu connaissance de la description de leur poste avant leur prise de fonction.
- Il existe une détermination à combattre le phénomène de la corruption,
- Cette détermination est présente dans toutes les couches sociales et même plus du tiers des personnes de conditions précaires sont prêtes à consacrer une partie de leur revenu à la lutte contre la corruption.
- La population est donc prête, et n'attend que l'engagement des fonctionnaires et de ses dirigeants.

Le CERTI conclut que « ***La démocratisation en cours est un atout dont il faut se saisir pour le dialogue en vue d'initier les réformes nécessaires à une meilleure gouvernance et à une amélioration de la stratégie de lutte contre la corruption.*** »

*C'est au prix de ces efforts que le cauchemar né de certains problèmes tels que l'emploi des jeunes et la pauvreté ambiante commencera à s'éloigner.
L'enjeu c'est de bâtir une nation unie sans exclusion et sans calculs égoïstes ».*

2.1.3. Instruments d'analyse et d'exploitation des résultats de l'ENACOG Par Georges AMLON

La première présentation de Mr AMLON tient en quelques points principaux :

- L'analyse et la présentation des résultats de l'ENACOG, doit prendre en compte quelques éléments fondamentaux :
 - **La période à laquelle correspond l'enquête.** Elle a été conduite en 2005 et 2006, et les réponses apportées peuvent ne correspondre qu'à des données conjoncturelles.
 - **L'enquête est une enquête d'opinion**, et non une enquête statistique classique. Elle révèle donc le ressenti des sondés à partir de leur vécu et de leur expérience personnels. Elle doit donc être appréciée comme telle.
 - La méthodologie utilisée répartit les sondés en ménages, fonctionnaires et entreprises. De même, elle les regroupe pour interprétation, entre autres par niveau de revenu, par milieu de résidence (urbain et ruraux) ou strates géographiques (Nord, Sud et Centre du pays).

En conséquence il sera essentiel que les chiffres et données relevant de cette enquête diagnostique, lors de leur présentation, soit constamment liés au contexte et à l'environnement dans lequel les réponses ont été recueillies.

- La diversité des médias et leurs spécificités tout comme les réalités socioculturelles du Bénin impliquent tout au long de la dissémination, une démarche tenant compte de la nécessaire adéquation du message à la fois au média (presse écrite, audiovisuel, Internet) et à la cible (Milieu rural ou urbain, tranches d'âge, sexe, etc.).
- La dissémination à travers les médias, pour son efficacité, devra se faire tant en français que dans les langues nationales.

Par ailleurs, l'enquête peut-être analysée selon trois axes essentiels :

- Les préoccupations majeures qui dominent chez les sondés (coût de la vie, chômage, inflation)
- Le diagnostic de la corruption (un des indicateurs de la mauvaise gouvernance)
- Le diagnostic du fonctionnement et de l'accès aux services publics

A partir de ces trois axes, il s'agit pour les journalistes de mettre en œuvre leurs compétences, en choisissant le mode de traitement et d'approfondissement de l'information apportée, en fonction des genres journalistiques les mieux adaptés et les plus efficaces, et des spécificités de leur média.

Georges AMLON conclut : ***« La dissémination des résultats de cette enquête appelle de la part des médias une claire conscience de la responsabilité et du rôle qui leur incombent dans la construction des nations démocratiques que nos pays s'efforce d'édifier, des nations qui ne se développeront qu'au prix d'une correction sensible des insuffisances et dysfonctionnement que révèle cette enquête ».***

2.1.4. Le Rôle des Medias dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption. Par Georges AMLON

De façon synthétique cette seconde communication de Mr AMLON aborde les points suivants :

Les missions traditionnelles reconnues aux médias sont :

- Informer
- Éduquer
- Distraire

A partir d'un certain nombre de constats il apparaît que les médias sont indispensables pour permettre au citoyen d'être informé, de prendre part efficacement au processus décisionnel et de contrôler l'action des gouvernants. Leur rôle dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption se résumera donc comme suit :

- Informer
- Sensibiliser
- Dénoncer

Mais certaines conditions doivent être remplies pour que les médias puissent jouer ce rôle. Indépendance, liberté, pluralisme et intégrité sont sans aucun doute des conditions indispensables. Au regard des pratiques professionnelles qui sont celles de la presse béninoise il convient de s'interroger sur sa capacité à s'engager réellement dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, et d'aboutir à des conclusions et recommandations pertinentes afin que les médias puissent efficacement jouer leur partition.

2.2. Les débats et discussions

Les discussions et débats concernant les communications ont été menés à l'issue des deux premières de la journée. Ils ont essentiellement porté sur les enquêtes diagnostiques en général et l'ENACOG en particulier, mais également sur l'état de la gouvernance et de la corruption au Bénin.

Le tableau suivant donne un aperçu des principales questions débattues et des éléments de réponses qui y ont été apportés:

	QUESTIONS	REPOSES
Initiative et fiabilité de l'ENACOG		
	<ul style="list-style-type: none"> - A qui revient l'initiative de l'ENACOG ? - Quelle est la fiabilité des résultats présentés compte tenu : <ul style="list-style-type: none"> (i) de l'année de démarrage (2005) ? (ii) des ajouts ultérieurs qui ont concerné les cibles ? (iii) du caractère non exhaustif de l'enquête ? - Quelle fiabilité accorder à des opinions non suffisamment éclairées ? - Où se situe l'ENACOG par rapport au Livre Blanc sur la corruption publié par l'Observatoire de la Lutte contre la Corruption (OLC)? - La presse, pourtant notoirement corrompue, n'a pas été indexée dans le rapport, de même qu'un secteur comme les Eaux et Forêts. Des secteurs notables de corruption n'ont-ils pas été omis ? 	<ul style="list-style-type: none"> - L'ENACOG est une initiative du gouvernement béninois, conduite avec l'appui des partenaires techniques et financiers. La 1^{ère} initiative a été soutenue par la Banque mondiale dès 2005. - Les résultats sont fiables même si après le démarrage en 2005, une suspension est intervenue dans le déroulement pour des questions liées au suivi. - Il convient de distinguer les cibles des secteurs couverts. L'enquête ménages a été reprise pour des nécessités d'enquêtes approfondies par secteur. - L'ENACOG a bel et bien un caractère national par rapport à sa couverture géographique (échantillon représentatif) - L'enquête est centrée sur les perceptions et les expériences des personnes consultées et en rend compte. Elle n'est pas une enquête statistique classique. - Les deux projets sont différents. L'ENACOG est basée sur des questionnaires adaptés au Bénin. Les méthodes d'enquêtes qui ont abouti au Livre Blanc ne sont pas forcément les mêmes. - La presse figure dans le rapport. Mais elle ne vient pas parmi les premiers secteurs indexés par les sondés et qui ont été mis en exergue. De plus si un effort d'exhaustivité a été fait, il existe une réelle difficulté de couvrir tous les secteurs en restant efficace (longueur des questionnaires)

Causes et étendue de la corruption	
<ul style="list-style-type: none"> - La corruption est-elle généralisée ? - Quelles en sont les causes de la corruption par secteur ? - N’y a-t-il pas une confusion : partis politiques ? députés ? ou classe politique ? Institutions de l’Etat ? - L’opinion des fonctionnaires par rapport à la corruption au sein du gouvernement a-t-elle changé à cause de l’attitude du nouveau gouvernement ? 	<ul style="list-style-type: none"> - La corruption est étendue. On trouve des corrompus dans tous les secteurs. Ce qui ne signifie pas que tout le monde est corrompu. - Les causes n’ont pas été étudiées par secteur. Les causes énumérées sont celles qu’évoquent de façon générale les personnes interrogées, et qui leur semblent à l’origine de la corruption. - L’ENACOG rend compte de la perception des personnes interrogées qui estiment que les partis politiques, les députés et les ministres sont, avec les douanes, les quatre premières institutions les plus corrompues. - On note en effet une nette évolution de l’opinion des fonctionnaires sur la corruption au sein du gouvernement qui correspond à l’arrivée et à l’attitude du gouvernement actuel par rapport à la corruption.
Gouvernance, corruption et impunité	
<ul style="list-style-type: none"> - Quels sont les liens entre gouvernance et corruption ? - Quelle différence entre lutte contre la corruption et lutte contre l’impunité ? - Que revêt le concept de coûts non officiels ? 	<ul style="list-style-type: none"> - La mauvaise gouvernance fait le lit de la corruption alors que la bonne gouvernance permet de la freiner considérablement. - La première consiste à empêcher la corruption de s’installer, la seconde consiste à veiller à ce que les personnes coupables soient effectivement sanctionnées. La lutte contre la corruption est plus efficace s’il y a une lutte efficace contre l’impunité - Le coût officiel c’est ce qui est fixé et qui devrait être payé. Le coût non officiel c’est ce qui est demandé en plus

Les actions futures	
<ul style="list-style-type: none"> - L'ENACOG va-t-il enfin déboucher sur un passage à l'action ? Quelles sont les recommandations dans ce sens ? - La détermination des personnes enquêtées à consacrer une partie de leurs ressources à la lutte contre la corruption est-elle crédible ? 	<ul style="list-style-type: none"> - La finalité de l'ENACOG est la révision de la stratégie nationale de lutte contre la corruption. Les constats et résultats doivent déboucher sur des réformes. Les actions pertinentes seront : <ul style="list-style-type: none"> (i) un atelier national : des recommandations seront faites au gouvernement ; (ii) l'ancrage institutionnel pour la révision de la stratégie nationale Il faudra entre autre conduire et s'attacher à une actualisation périodique des données - Cette disposition à contribuer à la lutte contre la corruption avec leurs propres revenus est tout au moins un indice de détermination. Elle pourrait donner lieu, par exemple, à des possibilités de mobilisation de ressources auprès des entreprises pour mener la lutte.
L'impact des précédentes enquêtes diagnostiques dans d'autres pays	
<ul style="list-style-type: none"> - Quel a été l'impact des résultats des études sur la corruption conduites par la Banque mondiale dans d'autres pays ? 	<ul style="list-style-type: none"> - L'impact de ces enquêtes conduites par la Banque dans d'autres pays est variable. Mais on peut énumérer quelques constantes qui permettent d'apporter de l'efficacité : <ul style="list-style-type: none"> (i) Elles fournissent des données ; (ii) Elles permettent une définition des stratégies de lutte ; (iii) Elles permettent la mise en place de réformes ; (iv) Elles ouvrent la porte à des actions concrètes.

2.3. Les travaux de groupes

Conformément aux termes de références de la journée de travail deux objectifs devaient être atteints. Il s'agissait :

- D'examiner les contraintes auxquelles font face les médias dans promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption.
- D'amener les participants en groupes à faire des recommandations concrètes de réformes concernant le secteur- media pour une meilleure stratégie gouvernance et anti-corruption suivant une méthodologie participative appropriée.

Afin d'atteindre ces objectifs les participants se sont scindés en trois groupes distincts. La réflexion portait sur le sujet : Le Rôle des Médias dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, contraintes, opportunités et recommandations : Aspects légal, institutionnel, et renforcements des capacités. Sur cette base, chacun des groupes a mené sa réflexion sur un aspect précis. Les thèmes ont été répartis comme suit :

- **Groupe 1 - Cadre juridique** : il s'agissait d'examiner le cadre juridique et légal dans lequel évolue la presse béninoise.
- **Groupe 2 - Cadre Institutionnel** : la principale était d'étudier l'environnement institutionnel des médias au Bénin.
- **Groupe 3 - Renforcement des capacités** : il était question de mener une réflexion sur le renforcement des capacités de la presse béninoise, avec la précision que le renforcement des capacités ne pouvait se résumer uniquement à la formation.

A partir de cette répartition, chacun des groupes, selon l'aspect spécifique qu'il avait à étudier, devait analyser deux volets : la gouvernance dans le milieu des médias et la démarche de dissémination de l'ENACOG. Chaque groupe devait examiner, à travers cette analyse, les atouts et les opportunités, les contraintes et les menaces concernant chacun des volets, puis aboutir à des recommandations pour que la gouvernance dans les médias s'améliore et qu'ils puissent jouer efficacement leur rôle dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption.

3. LES ANALYSES ET RECOMMANDATIONS

3.1. L'examen du cadre juridique (Groupe n° 1)

3.1.1. Les atouts et les opportunités

Concernant *la Gouvernance dans le milieu des médias* les atouts et opportunités relevés sont les suivants :

- La constitution et les lois sur les médias garantissent la liberté de la presse et l'accès aux sources d'information.
- La liberté d'entreprendre est totale, notamment en presse écrite.
- Tout citoyen, quelque soit sa tendance, a la possibilité de créer un organe de presse.
- Les ressources humaines sont disponibles en quantité et en permanence.
- Il est facile d'entrer dans la profession de journaliste.
- Il existe un code de déontologie qui fixe un certain nombre de règles professionnelles.

Concernant *la Promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption que soutient la dissémination de l'ENACOG*

- La législation favorise la participation du public aux émissions interactives, leur permettant ainsi d'exprimer des opinions en toute liberté (cas de la Grogne matinale...)
- Il existe des concours de journalisme d'investigation

3.1.2. Les contraintes et les menaces

Concernant *la Gouvernance dans le milieu des médias* les contraintes et menaces suivantes ont été relevées :

- Le cadre légal est éclaté et incohérent.
- Les dispositions répressives contenues dans les lois sont trop sévères.
- Une grande partie des professionnels ne connaissent pas les lois régissant leur profession.
- Une réglementation véritable de l'accès aux sources d'information n'existe pas.
- Une réglementation protégeant les professionnels des médias n'existe pas.
- Aucune réglementation ne régit le domaine de la publicité.
- Les organes de presse n'ont pas de politique sociale salariale.
- Les médias, privés en particulier, sont écrasés par le poids de la fiscalité.
- La profession est un peu trop ouverte et devient un fourre-tout.

Concernant *la Promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption que sous-tend la dissémination de l'ENACOG* un obstacle majeur a été recensé.

- L'absence d'une loi sur l'accès aux sources d'information

3.1.3. Les recommandations

- dépenaliser les délits de presse
- promouvoir un cadre d'action à la profession
- assurer un financement aux organes de presse et institutionnaliser l'aide de l'Etat à la presse
- redéfinir les conditions de création des organes de presse
- mettre en œuvre la convention collective applicable aux médias en République du Bénin
- réglementer la politique publicitaire et les contrats de la communication
- adoption d'un régime fiscal répondant aux réalités des entreprises de presse

3.2. L'étude du cadre institutionnel (Groupe n° 2)

3.2.1. Les atouts et les opportunités

Concernant *la Gouvernance dans le milieu des médias* les atouts et opportunités relevés sont les suivants :

- Il existe une bonne structuration de la presse.
- La diversité et pluralité des médias est avérée.

- La liberté de la presse est garantie par les lois.
- La professionnalisation progressive des médias s'affirme.
- L'Etat apporte une aide conséquente à la presse privée
- L'existence d'organes de régulation et d'autorégulations fonctionnels est une réalité.

Concernant *la Promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption que soutient la dissémination de l'ENACOG*

- De nombreux organes (les radios en particulier) assurent la diffusion des messages en langues nationales.
- La presse béninoise par divers canaux assure une large couverture nationale.
- L'existence de plusieurs organes et genres journalistiques permet une diversité dans le traitement de l'information.

3.2.2. Les contraintes et les menaces

Concernant *la Gouvernance dans le milieu des médias* les contraintes et menaces suivantes ont été notées :

- Il n'existe pas de réelles entreprises de presse.
- Le traitement salarial des journalistes est déplorable.
- Les atteintes à la confraternité sont monnaie courante.
- L'accès aux sources d'information est difficile.

Concernant *la Promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption que soutient la dissémination de l'ENACOG* les difficultés relevées sont :

- Les pressions sociopolitiques
- Les tentatives incessantes de contrôle des médias par l'Exécutif

3.2.3. Les recommandations

- Renforcer la liberté de presse.
- Renforcer la professionnalisation des journalistes.
- Augmenter de l'Aide de l'Etat à la presse privée.
- Voter une loi de libre accès à l'information et faciliter l'accès aux sources d'information
- Élaborer des règles régissant la communication entre médias et institutions.
- Œuvrer pour la signature de la convention collective et sa mise en application

3.3. La réflexion sur le renforcement des capacités (Groupe 3)

3.3.1. Les atouts et les opportunités

Concernant *la Gouvernance dans le milieu des médias* les atouts et opportunités relevés sont les suivants :

- L'espace de l'audiovisuel est libéralisé.

- Un nombre important d'organes de presse existe.
- Des séminaires sont organisés pour mieux outiller les professionnels des médias.
- Les organes de régulation et d'auto régulation sont une réalité.
- La qualification de certains journalistes est certaine.
- Les professionnels ont la volonté de dénoncer les faits.
- Certains organes de presse sont bien structurés
- Le Code de déontologie fait déjà la promotion de la bonne gouvernance au sein de la profession.
- L'aide de l'Etat à la presse est un appui important.

Concernant *la Promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption que soutient la dissémination de l'ENACOG*

- Des émissions sont disponibles et d'autres peuvent être créées.
- Les personnes ressources sont disponibles
- La prise de conscience par rapport au fléau de la corruption est réelle.
- La création de réseaux pour lutter contre la corruption est possible.
- Le début de volonté politique est un élément favorisant
- L'environnement est favorable à l'exercice de la profession

3.3.2. Les contraintes et les menaces

Concernant *la Gouvernance dans le milieu des médias* les contraintes et menaces suivantes ont été recensées :

- Certains organes de presse sont affiliés à des partis politiques
- Certains organes de presse sont liés au pouvoir exécutif par des contrats
- La communication prime sur l'information
- Le code de déontologie est souvent violé.
- L'inexistence de véritables entreprises de presse est patente.
- Mauvaise condition de recrutement des journalistes ne favorise pas un bon exercice de la profession.
- Les qualités morales de certains membres des organes de régulation et d'auto régulation sont sujettes à caution.
- Les professionnels manquent parfois de capacités organisationnelles
- Les lois sur les délits de presse sont rigides.

Concernant *la Promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption que soutient la dissémination de l'ENACOG* les freins identifiés sont :

- Les pesanteurs sociopolitiques.
- La promotion des cadres suspectés d'actes de corruption.
- L'insuffisance des ressources humaines de qualité.
- Le non contrôle de l'accès aux médias.

3.3.3. Les recommandations

- Renforcer les capacités des journalistes en matière de bonne gouvernance.

- Organiser et faciliter l'accès équitable aux médias de tous les acteurs socio politiques et économiques impliqués dans la lutte contre la corruption.
- Accompagner la mise en place d'un environnement favorable au développement de véritables entreprises de presse.
- Accompagner la spécialisation des journalistes.
- Traduire les résultats de l'ENACOG dans les langues nationales.
- Mettre à la disposition des journalistes et des organes de presse des moyens techniques matériels et financiers pour une bonne dissémination des résultats de l'ENACOG.
- Attribuer une place de choix au rôle des medias.
- Accompagner la volonté politique d'actions concrètes
- Instituer des prix pour encourager les journalistes qui dénoncent les faits de corruption avérés.

4. SYNTHÈSE/EVALUATION DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL

4.1. L'indice de satisfaction

L'indice de satisfaction peut être effectivement apprécié à partir des différents éléments suivants contenus dans le Point sur les évaluations faites par les participants (Cf. Annexe 3).

- **La participation** : sur les 48 journalistes qui se sont effectivement présentés à l'atelier, 8 l'ont quitté en fin de matinée et 40 ont suivi jusqu'au bout les travaux ainsi que le confirme le nombre de fiches d'évaluation ramassées, soit un taux de participation réelle de 83,33%.
- **L'appréciation des différentes présentations** : le taux de satisfaction varie quelque peu selon les présentations, mais demeure élevé. Un point sommaire fait apparaître ce qui suit :
 - *Enquête gouvernance au Bénin : Contexte et objectifs (Susana Carrillo)*
32 satisfaits ou très satisfaits sur 40. Soit un taux de satisfaction de 80%.
 - *Présentation des principaux résultats de l'enquête (Nicaise Kodjogbe, Certi)*
34 satisfaits ou très satisfaits sur 40. Soit un taux de satisfaction de 85%.
 - *Instruments d'analyse et d'exploitation des résultats de l'enquête (Georges Amlon)*
33 satisfaits ou très satisfaits sur 40. Soit un taux de satisfaction de 82,5%.
 - *Le rôle des media dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption (Georges Amlon)*
36 satisfaits ou très satisfaits sur 40. Soit un taux de satisfaction de 90%.

– *Présentation des travaux de groupes (participants)*

38 satisfaits ou très satisfaits sur 40. Soit un taux de satisfaction de 95%.

A noter que quelques suggestions sur les fiches d'évaluation confirment la satisfaction des participants. A titre d'exemple :

« Cet atelier est la bienvenue ».

« Vous êtes sur la bonne voie ; il n'y a qu'à poursuivre »

« Soyez bénis ! »

4.2. Quelques recommandations

Les recommandations contenues dans les fiches d'évaluation proposent, pour la plupart, des pistes pour associer la presse et travailler du mieux possible avec les médias.

Elles suggèrent de :

- Multiplier ces genres de formation pour motiver la presse à accompagner la lutte contre la corruption
- Mettre désormais à la disposition de la presse toutes les données relatives aux éléments de la corruption et la bonne gouvernance
- Oeuvrer à la spécialisation des journalistes, en particulier dans le journalisme d'investigation, et faire de la presse un partenaire privilégié.
- Organiser ce genre d'atelier au profit des journalistes en langues nationales
- Inciter par la formation les journalistes à la production d'articles et d'émissions.
- Maintenir un contact permanent avec la presse qui est l'outil primordial qui pourra permettre d'atteindre les objectifs visés par l'ENACOG.

CONCLUSION

Cet atelier, ainsi que le reflète la satisfaction des participants et les suggestions qui en découlent, aura été un pas conséquent dans la mise en œuvre d'une dissémination efficiente des résultats de l'ENACOG.

La journée de travail aura permis aux participants de prendre conscience du point de départ fiable que peut constituer une enquête diagnostique dans le combat pour la bonne gouvernance et contre la corruption, un combat partagé au-delà du Bénin. Ils auront également pris connaissance des données significatives contenues dans l'ENACOG, qui rendent compte d'une évidence : les béninois sont conscients de la mauvaise gouvernance et de la corruption dans leur pays, et sont nombreux à souhaiter qu'il y soit mis fin, quitte à s'engager personnellement dans la lutte.

Les participants auront également affirmé la conscience qu'ils avaient du rôle que les médias doivent jouer dans la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, et reçu des indications utiles concernant les instruments d'analyse et d'exploitation des résultats de l'ENACOG.

Au total, la journée de travail se sera dans l'ensemble avérée largement satisfaisante, en ce qu'elle aura atteint les résultats escomptés. Il ne reste plus, ainsi que l'ont suggéré les participants, qu'à donner une suite conséquente aux travaux du 18 janvier 2008 en inscrivant dans les faits une véritable coopération (formalisée au besoin) avec les différents organes qui ont été invités, pour assurer une dissémination optimale des résultats de l'ENACOG.

C'est en tous cas ce que les médias béninois à travers les participants à l'atelier appellent, semble-t-il avec beaucoup de sincérité, de leurs vœux.

ANNEXES

TERMES DE REFERENCE

JOURNEE DE TRAVAIL AVEC LES JOURNALISTES

18 Janvier 2008

DISSEMINATION DES RESULTATS DE L'ENQUETE DIAGNOSTIQUE SUR LA CORRUPTION ET LA GOUVERNANCE AU BENIN

Contexte

Dans le cadre de la promotion de la bonne gouvernance, le Gouvernement béninois a initié une enquête diagnostique sur la corruption et la gouvernance au Bénin. Cette enquête a bénéficié de l'appui technique et financier de la Banque mondiale et de la Banque Africaine de Développement, et a pour objectif d'étudier les expériences des citoyens, des entrepreneurs et des fonctionnaires liées à la gouvernance, l'efficacité de l'Etat dans la prestation des services publics, les vulnérabilités institutionnelles relatives à la gouvernance, la transparence, la qualité des régulations et la corruption, et d'estimer le coût des pratiques de corruption pour les citoyens.

Les résultats de l'enquête seront diffusés au niveau national avec un atelier participatif à Cotonou et 12 ateliers au niveau régional. Le rôle des médias dans la dissémination continue des résultats de l'enquête est très important pour assurer la connaissance et la sensibilisation de la population béninoise dans son ensemble sur les défis liés à la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption dans le pays. Cette sensibilisation contribue à la participation et à l'appropriation des citoyens des mesures qui visent à améliorer la gouvernance. C'est à ce titre que les journalistes doivent jouer un rôle primordial en diffusant les résultats de l'enquête de manière analytique et professionnelle.

En étroite collaboration avec l'Institut de la Banque mondiale et la chargée de communication de la Banque mondiale au Bénin, la personne ressource procédera à une sélection judicieuse des journalistes devant participer à cet atelier, en vue d'une parfaite dissémination du Rapport.

Buts et objectifs

L'atelier **d'un jour** pour les journalistes vise à :

- Sensibiliser les médias sur leur rôle en général dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption
- Préciser ce rôle dans le cadre de l'enquête gouvernance et corruption en donnant aux participants des instruments pour faciliter l'analyse et la présentation des résultats au niveau de leurs différents organes médias.
- Examiner les contraintes auxquelles font face les medias dans promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption
- Suivant une méthodologie participative appropriée, amener les participants en groupes à faire des recommandations concrètes de reformes concernant le secteur-media pour une meilleure stratégie gouvernance et anti-corruption

**LISTE DES JOURNALISTES AYANT PARTICIPE A
L'ATELIER DE TRAVAIL AVEC LES MEDIAS**

MEDIAS DU SERVICE PUBLIC		
1	ORTB TELEVISION	Annick BALLEY
2		Maxime AHOTONDI
3	ORTB RADIO	Georges OTCHERE
4		Ozias SOUNOUVOU
5	RADIO PARAKOU	Loukyath ZATO
6		Roufaï AKOBI
7	LA NATION	Edgard COUAO-ZOTTI
8		Bruno SEWADE
RADIOS ET TV PRIVEES		
9	RADIO TOKPA	Syntyche MANTAR
10	CAPP FM	Wilgis M. AGOSSA
11	OCEAN FM	David AMAGLO
12	GOLFE FM	Valentin ADJIBOCHA
13	GOLFE TV	Jérémie AVADJI
14	RADIO MARANATHA	Barthélemy A. ONIOSSOU
15		Germain SOSSOUKPE
16	FRATERNITE FM (PARAKOU)	Reece Hermine ADANWENON
17	RADIO RURALE TANGUIETA	Denis TESSERA
18	RADIO CARREFOUR (BOHICON)	Jean-Louis KANGBETO
19	CARREFOUR TV (BOHICON)	Charles AKOUTA
20	RADIO IDADU (SAVE)	Achille ADADJA
21	MONO FM (COME)	Benoît ANIFA
22	ADOS FM	Frankèle ZOSSOUNGBO
23	RADIO UNIVERS	Bruno HOTEKPO
24	CANAL 3 TV	Sulpice GBAGUIDI
25	LC2 TV	Luc Aimé DANSOU
PRESSE ECRITE PRIVEE		
26	LE MATINAL	Marie-Louis ABALOFUN
27	L'AUTRE QUOTIDIEN	Gnona AFANGBEDJI
28	FRATERNITE	Ignace AOUBRE
29	LE REPUBLICAIN	Adrien AMOUSSOU
30	LE PROGRES	Médard ESSOU
31	LE MATIN	Vincent HOUNSO
32	LE ROCHER DOUANIER	Dominique D'OLIVEIRA
33	LE MUNICIPAL	Gervais LOKO
34	L'INFORMATEUR	Ignace SOGLO
35	LA CROIX DU BENIN	André QUENUM
36	L'EVENEMENT PRECIS	Gérard AGOGNON
37	NOUVELLES MUTATIONS	Alain COCOU
38	DJAKPATA	Brice KARL
39	LA TRIBUNE DE LA CAPITALE	Ulvacus BALOGOUN

40	<i>PRUSIAS HEBDO</i>	Léonce ADJADO
41	<i>DIGNITE FEMININE</i>	Wilfried CRECEL
ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES ET INSTITUTIONS		
42	<i>RESEAU DES JOURNALISTES</i>	Guy Constant EHOUMI
43	<i>ECONOMIQUES DU BENIN (REJEB)</i>	Moudachirou SOUBEROU
44	<i>MAISON DES MEDIAS</i>	Josperzo ANAGO
45	<i>UNION DES PROFESSIONNELS DES MEDIAS DU BENIN (UPMB)</i>	Armel FERAEZ
46	<i>CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT DE LA PRESSE ET DE L'AUDIOVISUEL (CNPA)</i>	Fernando HESSOU
47	<i>OBSERVATOIRE DE LA DEONTOLOGIE ET DE L'ETHIQUE DANS LES MEDIAS (ODEM)</i>	Nourou YETONGBE
48	<i>HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION (HAAC)</i>	Agapit Napoléon MAFORIKAN

**DISSEMINATION DE L'ENQUETE SUR L'ETAT DE LA CORRUPTION ET LA
GOUVERNANCE AU BENIN**

ATELIER DE TRAVAIL AVEC LES MEDIA

POINT SUR LES EVALUATIONS FAITES PAR LES PARTICIPANTS

Nombre de participants à l'atelier : 48

Nombre total de fiches d'évaluation ramassées : 40

A. APPRECIATION DES DIFFERENTES PRESENTATIONS

1. *Enquête gouvernance au Bénin : Contexte et objectifs (Susana Carrillo)*

- Très décevant : 0 (sur les 40 fiches ramassées)
- Passable : 7
- Satisfaisant : 28
- Très satisfaisant : 4
- Pas d'appréciation : 1

2. *Présentation des principaux résultats de l'enquête (Nicaise Kodjogbe, Certi)*

- Très décevant : 0
- Passable : 9
- Satisfaisant : 25
- Très satisfaisant : 6

3. *Instruments d'analyse et d'exploitation des résultats de l'enquête*

(Georges Amlon)

- Très décevant : 0
- Passable : 5
- Satisfaisant : 26
- Très satisfaisant : 7
- Pas d'appréciation : 2

4. *Le rôle des media dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption (Georges Amlon)*

- Très décevant : 0
- Passable : 4
- Satisfaisant : 21
- Très satisfaisant : 15

5. *Présentation des travaux de groupes (participants)*

- Très décevant : 0
- Passable : 2
- Satisfaisant : 37
- Très satisfaisant : 1

B. SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS DES PARTICIPANTS
(en reprenant ce que les participants ont mentionné sur les fiches d'évaluation)

- Etaler désormais les ateliers de travail avec les média dans la durée
- Intensifier les activités à l'endroit des médias ; œuvrer à la spécialisation des journalistes ; faire de la presse un partenaire privilégié.
- Elargir la dissémination
- Multiplier ces genres de formation pour motiver la presse à accompagner la lutte contre la corruption
- Mettre désormais à la disposition de la presse toutes les données relatives aux éléments de la corruption et la bonne gouvernance
- Prochainement, faire les enquêtes en langues nationales en plus du français
- Il serait intéressant de faire le bilan de la dissémination à mi-parcours, afin de voir si les résultats sont atteints
- Que ces séances se répètent
- Cet atelier est la bienvenue. Je souhaite qu'il soit continu
- Vous êtes sur la bonne voie ; il n'y a qu'à poursuivre
- La gestion du temps est un important facteur de développement. Il serait important d'en tenir compte pour les fois prochaines
- Je souhaiterais que la formation en journalisme d'investigation soit une préoccupation des organisateurs
- Mieux rester dans le délai imparti
- Organiser périodiquement ces genres d'ateliers
- Pourvu que cette enquête et cet atelier ne soient pas juste quelque chose de plus
- Pour des séances du genre, il faut à l'avenir prévoir plus de temps. Ceci permettra de décortiquer plus les questions
- Il s'agit d'un atelier organisé de manière professionnelle : gestion du temps ; pertinence des thèmes. Je suggère qu'on organise un autre atelier dans un an ou deux pour voir ce que les différents organes ont pu faire.
- Etendre la dissémination au reste des organes de presse

- Il serait souhaitable qu'un atelier du genre soit organisé au profit des journalistes en langues nationales
- Tenir compte des recommandations issues de l'atelier. Organiser de manière périodique ce genre d'atelier
- Veuillez bien nous faire parvenir les recommandations
- Maintenir un contact permanent avec la presse qui est l'outil primordial qui pourra permettre d'atteindre les objectifs visés par l'ENACOG
- Prière toujours inviter la presse dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption
- Il aurait été intéressant d'avoir les supports papiers ou numériques des différentes présentations / communications. Merci d'avoir promis nous les envoyer par email
- Elargir le travail au niveau des radios locales et inclure les mairies dans votre politique. Car la bonne gouvernance se construit au niveau local
- Soyez bénis !
- Veuillez bien vouloir nous faire parvenir les présentations
- Prévoir de former ou d'offrir des ateliers de formation pour les journalistes en matière de production d'articles et de production d'émissions.
-
- wb156417
- L:\DATA\WORD\BENIN\Governance Workshop\Media workshop-Evaluation.doc
- 22/01/2008 18:15:00